

Legs faits, l'un, à la fabrique
d'église d'Everlange, et l'autre, à l'hospice
civil d'Echternach.
Autorisation d'acceptation.

1895.

Staatsarchiv Luxemburg
Abt. 5.
Nr. 3494.

GO
GRAND-DUC

L'IN

N

Répo

du

N

2

On est prié
les num

19

M. (

vu

vu
vu

Com

GOUVERNEMENT
du
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

DIVISION
de
L'INTÉRIEUR.

N^o. 2906.
1167/94
2378/94

Réponse à la lettre

du

N^o.

~~ANNEXE~~
2^o annexe

On est prié de rappeler dans la réponse
les numéros de la présente.

19/4.

Luxembourg, le 24 juin 1895.

Messieurs,

Conformément aux déclarations échangées lors
du vote de la loi du 11 mai 1892, concernant
l'acceptation des libéralités faites au profit de
l'État et des établissements publics, j'ai l'hon-
neur de soumettre à l'avis du Conseil d'État
deux demandes tendant à obtenir l'approba-
tion de l'autorité supérieure de deux legs faits,
l'un, à la fabrique d'église d'Overlange, et
l'autre, à l'hospice civil d'Echternach.

Le premier concerne l'établissement d'une
fondation en faveur d'une mission dont la
question de principe a été déjà examinée
par le Conseil d'État en son avis du 21
février 1890. L'un des considérants princi-
aux a fait l'objet d'une critique à la
Chambre des Députés dans la séance du 14
mars 1893 (Compte rendu 1892-93, p. 645).

M. Vanneaux
Chilges
vu Salenkang
vu Jps. Ninkard
vu Chorn.

Le second ^{legs} dispose en faveur de l'hospice civil
d'Echternach d'une somme de 3000 francs et
est accompagné de l'institution d'un dis-
tributeur spécial. En effet, le testament exige
que les revenus provenant du capital soient

En
Conseil d'État,
à
Luxembourg.

employés par la sœur de l'hospice qui soigne les
pauvres malades d'Eckernach, clause qui a été
approuvée plusieurs fois, comme le constate le rap-
port de la commission administrative de l'hospice.

Le Directeur général de l'Intérieur,

A. Hirpach

ne les
a été
le rap-
l'hospice.
ancien,

tr
signe
profit,
1896,

ing
l. 1.
a
in

20

5
las
if

du

tion

vers

de,

Far

284

d'egl

ja

don't

h/9 Sub

4

Per

8. l'In

Present

a l'effe

en su

to shop

Le f

" June 1 1880

John
Dunlop

minor re

King

Les a
P. A. a

Public

Sent for

Salzig

White f

8 1024

De vrie.
N. 8.

h'entA:

la 9-22

h. h. x

Das ...

ca legd 2
Hoo.

est

No. 1000

Ed. Bridges

 πu

Par d
 de la tu
 à l'effe
 lui g
 intesete
 hospice
 les att
 s'attit
 notum
 bureau
 des bien
 les attit
 par la
 cette bi
 charge
 de l'au
 la bi
 dans l'A
 avoir d
 il n'off
 d'af'au
 changer
 soim
 les bi
 des sec
 pour m
 des p
 les d
 qui repr
 qualite
 En cla
 de l'hosp
 non s'en

Avis séparé de la délibération du Conseil d'Etat du 10 Août 1895.

Par décision de M^{re} le Directeur Général de l'Intérieur du 24 Juin 1895, le Conseil d'Etat a été appelé à émettre son avis au sujet d'une autorisation à octroyer, en exécution de la loi du 11 Mai 1892, à la fabrique d'église d'Evreux, chapelle de Schandel, aux fins de l'acceptation d'une libéralité faite à son profit, par le Sieur Jean Kieffer, en son vivant curé à Rodershausen, suivant testament olographe du 6 Août 1891, dont la disposition affectante est de la teneur suivante:

„Ich, der Unterzeichnete, beabsichtige, meine Vermögensgegenstände zu Gunsten der Kirche von Schandel zu vererben. Ich beauftrage hiermit den Herrn Pastor von Rodershausen, meine Vermögensgegenstände in der Kirche von Schandel zu verwalten und dieselben zu Gunsten der Kirche von Schandel zu vererben.“

Par décision du 24 Juin 1895, Monsieur le Directeur Général de l'Intérieur a soumis à l'avis du Conseil d'Etat la demande de la Commission administrative de l'hospice civil d'Evreux, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'accepter le legs de 3000 fr. qui a été fait par le défunt Sieur Kieffer, à condition que l'acceptation en provenance, sera employée par la Commune de Schandel, hospice qui soigne les pauvres malades d'Evreux.

Les attributions des bureaux de bienfaisance sont déterminées par l'article 17 de l'Arrêté royal grand-ducal du 11 Décembre 1846, et notamment par le paragraphe 1^{er} de l'article 17 qui porte que les bureaux de bienfaisance sont chargés de l'administration des biens affectés aux pauvres et de la distribution des secours, et les attributions des Commissions administratives des hospices civils sont déterminées par l'article 6 de la loi du 16 Mars 1830 au 7^{ème} alinéa, et par l'article 6 de cette loi qui dispose, que les Commissions sont chargées de la gestion des biens, de l'administration intérieure, de l'admission et du renvoi des indigents.

La loi définit donc nettement la sphère d'action de chacune de ces deux établissements, et comme les personnes juridiques ne peuvent avoir d'autres attributions que celles que la loi leur reconnaît, il n'appartient pas à l'un de ces établissements de remplir la mission de l'autre, et il n'appartient pas à l'un d'eux de changer une administration autre que celle admise par la loi, de son plein et entier arbitraire.

Les bureaux de bienfaisance sont chargés de la distribution des secours, et les hospices civils ont en charge les secours à domicile, et les hospices civils ont en charge les secours à domicile, et les hospices civils ont en charge les secours à domicile.

Les secours à domicile sont fournis par la Commune, et les secours à domicile sont fournis par la Commune, et les secours à domicile sont fournis par la Commune.

Les secours à domicile sont fournis par la Commune, et les secours à domicile sont fournis par la Commune, et les secours à domicile sont fournis par la Commune.

Les secours à domicile sont fournis par la Commune, et les secours à domicile sont fournis par la Commune, et les secours à domicile sont fournis par la Commune.

talement ou a
ceptible d'être
et la question

19. art. 1 et 37. 2^e

elles-ci
et affectés
dignité dans
enses qui y

nites...
vice des cultes,
effusion, appli
un agent
des dispositions

est d'ailleurs
raute et
incontestable,
dans une
sautes,
ieux de ceux

par a

son

d'ég

par e

dont

h/9 sub

" Hi

" nu

Les p

premier

flav

gri

Né

pour d

restat

faire

design

Avis séparé de la délibération du Conseil d'Etat du 10 Août 1891.

Par décision de M^r le Directeur Général de l'Intérieur du 24 Juin 1891, le Conseil d'Etat a été appelé à émettre son avis au sujet d'une autorisation à octroyer, en exécution de la loi du 11 Mai 1892, à la fabrique d'église d'Eschwege Chapelle de Schandel, aux fins de l'acceptation d'une libéralité faite à son profit, par le Sieur Jean Kieffer, un son vivant curé à Rodershausen, suivant testament olographe du 6 Août 1891, dont la disposition affectante est de la teneur suivante:

h^q Der Herr Kieffer, Sohn des ~~Eltern~~ des Herrn Kieffer, der Herr Kieffer von Schandel zur
 „ Stiftung eines Anniversariums für mich in einem Zehner, sowie zur Stiftung
 „ eines alle 10 Jahre abzuhaltenden L. Mission in der Kirche von Schandel. „

notamment en ce
 susceptible d'être
 par la création

Les personnes juridiques remplissant leur mission de la manière
 prescrite par la loi, et les actes de libéralité faits en leur
 faveur ne peuvent être annulés par une disposition légale
 qui règle leur organisation ou leur administration.
 Néanmoins rien ne s'oppose à ce que le bureau de bienfaisance,
 pour satisfaire dans la mesure du possible au vœu de la
 testateur, dans l'exercice de ses attributions légales, puisse
 faire, sous son contrôle, la distribution par la voie
 désignée au testateur.

1809. art. 1 et 37. 2^e

Ainsi délibéré en séance plénière le 10 Août 1891
 Préfet de la Sarthe
 M. J. J. J.
 M. J. J. J.

lire, elles-ci
 sont affectées
 à la dignité dans
 dépenses qui y

ennies.
 l'exercice des cultes.
 le mission, approuvé
 un agent
 vers des dispositions

ration est d'ailleurs
 intégrante et
 sans contestable,
 tant dans une
 décisions autres

elle est destinée à l'édifier et à fortifier la foi et les sentiments religieux de ceux

Par a
son
d'ég
par
dout
h_q sub
" Hip
" nu
Le sap
qui
aut
dun
Cet
c
Par
" 200
à
le
10.
La
" 2^e de
Exp
La
i
t
T
a
v

Avis séparé de la délibération du Conseil d'Etat du 10 août 1891.

Par dépêche de M^{re} le Directeur Général de l'Intérieur du 24 Juin 1891, le Conseil d'Etat a été appelé à émettre son avis sur sujet d'une autorisation à octroyer, en exécution de la loi du 11 Mai 1892, à la fabrique d'église d'Eschwege Chapelle de Schandel, aux fins de l'acceptation d'une libéralité faite à son profit, par le Sieur Jean Kieffer, en son vivant curé à Rodershausen, suivant testament olographe du 6 Août 1891, dont la disposition apparente est de la teneur suivante:

h^q Das Bistum, formir den Erben des Möbels in Lützen soll der Kurgemeinde von Schandel zur
" Stiftung eines Anniversariums für uns in einem Jahr, so wie zur Stiftung
" eines oder 10-Jahre abzufehlenden Mission in der Kurgemeinde von Schandel."
Il s'agit de savoir, si l'acceptation de ce legs avec la charge y attachée, notamment en ce qui concerne la fondation d'une mission périodique décennale, est susceptible d'être autorisée par le pouvoir civil, comme n'étant pas contraire à la législation régissant la matière dans le Grand-Duché.

Cette législation est spécialement documentée par le Décret du 30 décembre 1809, art. 1 et 37. 2^o combiné avec l'art. 19. de la Constitution.

Par la première de ces dispositions, déterminant les attributions des fabriques d'église, elles-ci " sont chargées, entre autres, d'administrer généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir."

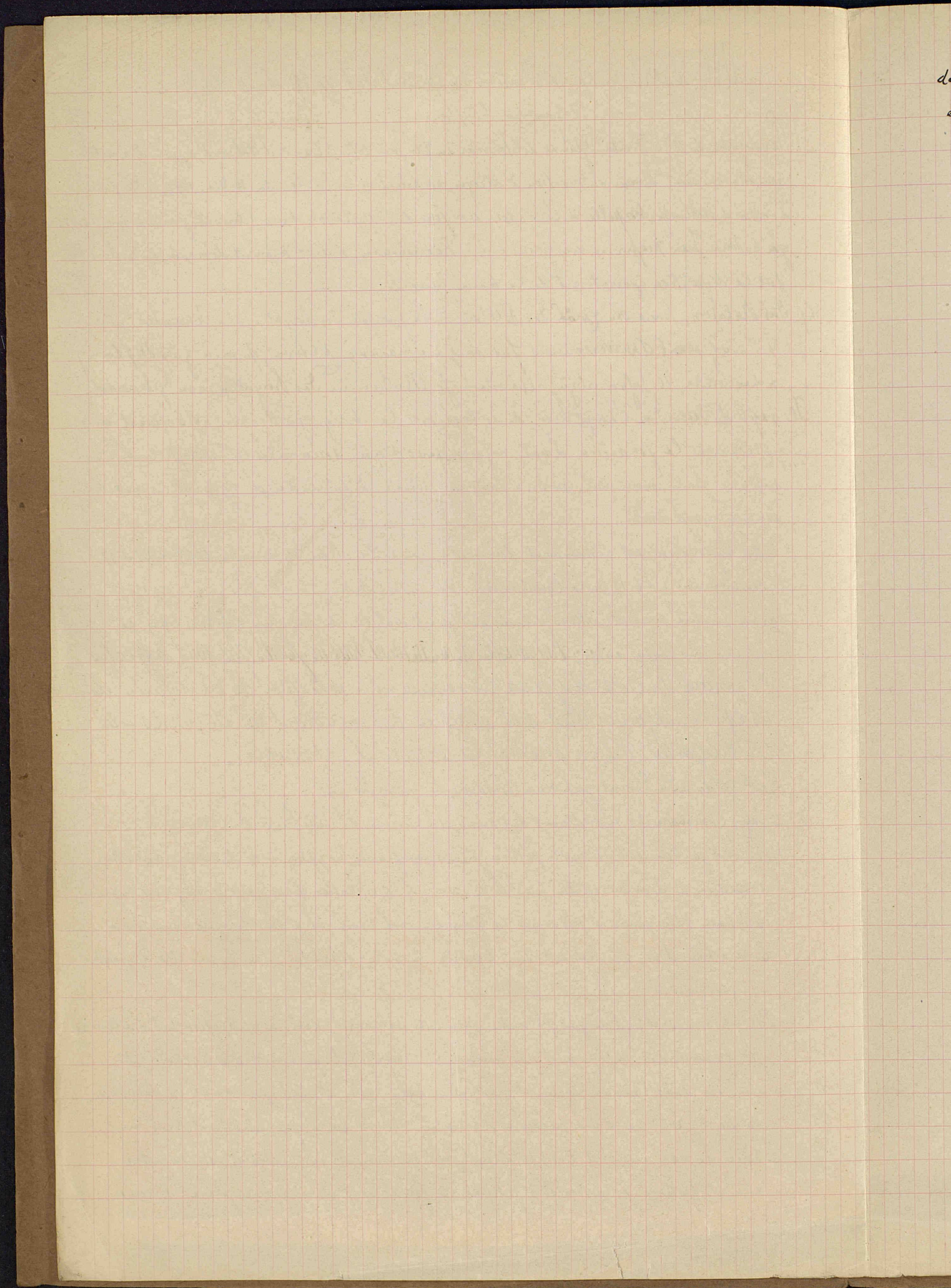
L'art. 37. du même Décret porte " que les charges des fabriques sont:

" 2^o de payer l'honoraire des prédicateurs de l'Avent, du Carême et autres solennités."

Enfin la disposition constitutionnelle précitée garantit expressément la pleine liberté de l'exercice des cultes.

La question à résoudre est dès lors celle de savoir, si la célébration d'une pareille mission, appelée intérieure, telle qu'elle est prévue par la libéralité dont s'agit, est à considérer comme ayant le caractère d'un acte restreint dans l'exercice du culte catholique, dans le sens des dispositions susindiquées.

Il est bien vrai, qu'on peut prétendre, que cette solennité, dont la célébration est d'ailleurs assez fréquente dans le pays, n'est pas précisément comprise, d'une manière intégrale et nécessaire, dans l'exercice régulier et convenable dudit culte, il n'est pas moins incontestable, qu'elle s'y rattache d'une manière directe et intime, en ce que, consistant dans une série de prédications et d'exhortations ^{plus} particulièrement puissantes et saisissantes, elle est destinée à raviver et à fortifier la foi et les sentiments religieux de ceux



des fidèles qui sont plus faiblement susceptibles à la trêve et à l'indifférence ; à cet égard, il est donc certain, qu'elle présente une utilité ^{seriously} sérieusement appréciable au point de vue des intérêts légitimes et raisonnables du culte ; cette utilité peut même se transformer, suivant les circonstances, en une véritable nécessité ; lorsqu'il s'agit de suppléer à l'insuffisance et aux empêchements ~~accidentels~~ des prêtres titulaires de la paroisse, amenés par l'invalidité, les infirmités ou autres causes accidentelles.

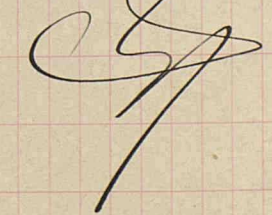
Cette argumentation se trouve au surplus confirmée et corroborée par l'art. 37 ^{prévu} du Décret de 1809, qui met expressément à charge des fabriques d'église le paiement de l'honoraire des prédicateurs du Carême, de l'avant et d'autres solennités, cette dernière expression générique, a, en effet, une signification fort large, et il n'y a aucune raison sérieuse, pour ne pas y comprendre les missions, qui sont également une véritable solennité.

Il est d'ailleurs évident, que toute disposition antérieure, prohibitive ou restrictive de cette solennité religieuse, étant à considérer comme une mesure attentatoire au régime de la pleine liberté de l'exercice des cultes, tel qu'il se trouve consacré par l'art. 19 de notre pacte fondamental, est virtuellement abrogée par ce dernier, et ne saurait, de-lors, être invoquée sous aucun titre.

Il est enfin bien entendu, que l'art. 26 de la Constitution, tel qu'il a été toujours interprété et appliqué chez nous depuis près d'un demi-siècle, n'est aucunement de nature à entraver, d'une manière quelconque, la valeur des appréciations qui précèdent.

Il s'en suit, que l'octroi de l'autorisation sollicitée, tout en présentant le grand avantage, de respecter la volonté du testateur, se concilierait parfaitement avec les exigences légitimes des dispositions légales sur la matière.

*Proposition soumise séparée par un mandataire du
Conseil municipal par M. de Haas de Libin
un an plus tard le 10 Août 1895.*

Le Secrétaire,


Président,
